Spedizione in abbonamento postale

Anno 93° — Numero 68

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA — ROMA - Giovedì, 20 marzo 1952 — SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8024 Semestrale L. 4516
Trimestrale L. 2516 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8024 Semestrale L. 4516
Trimestrale L. 2516 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale„ veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, via XX Settembre (palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa „) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in ROMA - presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 - Firenze, via Cavour n. 46 r - Napoli, via Chiaia n. 5 - Torino, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa „) sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1951

1952

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

SUPPLEMENTI STRAORDINARI

SUPPLEMENTO ALLA « GAZZETTA UFFICIALE » N. 68 DEL 20 MARZO 1952:

Ministero del tesoro: Conto riassuntivo del Tesoro al 31 gennaio 1952, situazione del bilancio dello Stato e situazione della Banca d'Italia.

(1290)

LEGGI E DECRETI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 30 luglio 1951, n. 1771.

Esecuzione degli scambi di Note tra l'Italia e la Francia relativi ai beni italiani in Tunisia, effettuati a Parigi il 2 febbraio 1951.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;

Visto l'art. 2 del decreto legislativo 28 novembre 1947, n. 1430;

Visto il decreto del Capo provvisorio dello Stato 31 dicembre 1947, n. 1646;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per gli affari esteri, di concerto con i Ministri per il tesoro e per il bilancio;

Decreta:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data agli scambi di Note tra l'Italia e la Francia relativi ai beni italiani in Tunisia, effettuati a Parigi il 2 febbraio 1951.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Caprarola, addì 30 luglio 1951

EINAUDI

DE GASPERI — VANONI — PELLA

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 12 marzo 1952
Atti del Governo, registro n. 50, foglio n. 81. — CARLOMAGNO

Scambi di Note tra l'Italia e la Francia relativi ai beni italiani in Tunisia

Paris, le 2 février 1951

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance ce qui suit:

Des conversations ont eu lieu au Ministère des Affaires Etrangères, du 23 au 31 janvier 1951, entre une délégation italienne présidée par M. Caruso, Ministre Plénipotentiaire, et une délégation française, présidée par M. Binoche, Directeur d'Afrique Levant, en vue d'examiner les questions litigieuses concernant la liquidation des biens italiens en Tunisie, telles qu'elles ont été évoquées dans la note de l'Ambassade d'Italie, en date du 27 octobre 1950. A l'issue de ces négociations, et tout en maintenant leurs positions antérieures sur le plan juridique, les deux délégations, désireuses de régler les questions pendantes dans un esprit amical sont parvenues à un accord sur les solutions suivantes:

1) Les Autorités françaises remettront aux intéressés les droits, biens et intérêts qu'elles détiennent pour le compte des patrimoines Querci et Montefiore (pour ce dernier, en ce qui concerne l'application de l'article 79, paragraphe 6 (*d*) du Traité de Paix).

2) Les Autorités françaises porteront au crédit du Trésor italien, au moment du règlement de la créance du Gouvernement Français au titre de l'article 3 (*b*), de l'accord franco-italien du 29 novembre 1947, la contrevaleur des biens liquidés par les soins de l'Administration française au titre de l'article 3 (*c*) de cet accord. Il est entendu que les dits biens comprennent exclusivement les biens des ressortissants italiens qui avaient obtenu l'autorisation prévue à l'article 3 (*c*) et n'avaient pas vendu dans les délais qui leur avaient été accordés. La contrevaleur en sera calculée suivant les règles qui s'appliquent à la détermination de la contrevaleur des biens vendus en application de l'art. 3 (*b*) dudit accord.

Les droits des ressortissants italiens qui ont obtenu la prorogation du délai prévu à l'art 3 (*c*) sont expressément réservés. Au cas ou les intéressés ne parviendraient pas à vendre directement leurs biens avant le 31 décembre 1951, ceux-ci seront soumis, sauf nouvelle prorogation, à l'application de l'alinéa précédent.

3) Les Autorités françaises remettront aux personnes morales ayant eu leur siège social en Italie au 1er septembre 1939 et l'y ayant gardé depuis lors, les biens, droits et intérêts qu'elles détiennent pour leur compte en Tunisie.

Les biens des personnes morales visés ci-dessus ayant été compris dans la somme de 1 milliard de lires prévue à l'art. 3 (*a*) de l'accord du 29 novembre 1947 en vue de permettre au Gouvernement italien d'indemniser ses ressortissants, les deux délégations sont d'accord, afin de tenir compte du fait que ces personnes morales sont remises en possession de leurs biens, pour déduire du milliard de lires la contrevaleur d'un montant de trente millions de francs. Ce règlement interviendra au même moment que celui prévu au paragraphe (*b*) de l'Article 3 de l'accord du 29 novembre 1947.

Les Autorités françaises cesseront toute opposition à la vente, déjà intervenue, des biens de la société Bertolli en Tunisie et au transfert en France du produit de cette vente.

4) A titre de transaction, et compte tenu des concessions obtenues par ailleurs, le Gouvernement italien reconnaît la validité des séquestres mis sur les patrimoines italiens en Tunisie après le 15 septembre 1947 et jusqu'au 25 janvier 1951. A partir de cette date, et jusqu'au 31 décembre 1951 au plus tard, seuls pourront être mis sous séquestre les patrimoines qui auraient du faire l'objet des mesures prévues à l'article 79 du Traité de Paix et qui n'y ont échappé que grâce à des manœuvres frauduleuses imputables aux ressortissants italiens. Seront exclusivement considérés comme manœuvres frauduleuses les actes positifs ayant eu pour effet de dissimuler le caractère liquidable des patrimoines intéressés.

Les Autorités françaises pourront transformer les séquestres administratifs existant au 25 janvier 1951 en séquestres judiciaires selon la procédure prévue par la loi française du 28 septembre 1948, L'expression « sé-

questres administratifs existant au 25 janvier 1951 » désigne les séquestres qui avaient fait l'objet d'une publication à cette date et qui n'avaient pas été rapportés.

5) Les deux délégations ont convenu que toutes les questions concernant l'interprétation de l'article 79, paragraphe 6 (c) du Traité de Paix soient soumises à un arbitrage confié à un représentant du Gouvernement italien, désigné dans la personne de M. Antonio Sorrentino, Président de Section au Conseil d'Etat, et à un représentant du Gouvernement Français, désigné en la personne de M. Perier de Feral, Préfet de 1ère classe. Elles ont demandé que M. Plinio Bolla, Juge fédéral suisse, soit invité comme tiers membre choisi parmi les ressortissants des pays tiers.

Les Autorités françaises prendront, en ce qui les concerne, toutes dispositions utiles afin de faire surseoir à toute décision judiciaire dans les litiges relatifs à l'interprétation et à l'application de l'article 79, paragraphe 6 (c) du Traité de Paix.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement français donne son agrément à ce qui précède et accepte ce règlement intervenu par voie de négociations directes en conformité avec les dispositions de l'art. 87 du Traité de Paix.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma haute considération.

SCHUMAN

Son Excellence
Monsieur QUARONI
Ambassadeur d'Italie — PARIS

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Paris, le 2 février 1951

Monsieur le Président,

Par lettre en date de ce jour, Votre Excellence a bien voulu me faire la communication dont le texte suit:

« Des conversations ont eu lieu au Ministère des Affaires Etrangères, du 23 au 31 janvier 1951, entre une délégation italienne présidée par M. Caruso, Ministre Plénipotentiaire, et une délégation française, présidée par M. Binoche, Directeur d'Afrique Levant, en vue d'examiner les questions litigieuses concernant la liquidation des biens italiens en Tunisie, telles qu'elles ont été évoquées dans la note de l'Ambassade d'Italie, en date du 27 octobre 1950. A l'issue de ces négociations, et tout en maintenant leurs positions antérieures sur le plan juridique, les deux délégations, désireuses de régler les questions pendantes dans un esprit amical sont parvenues à un accord sur les solutions suivantes:

1) Les Autorités françaises remettront aux intéressés les droits, biens et intérêts qu'elles détiennent pour le compte des patrimoines Querci et Montefiore (pour ce dernier, en ce qui concerne l'application de l'article 79, paragraphe 6 (d) du Traité de Paix.

2) Les Autorités françaises porteront au crédit du Trésor italien, au moment du règlement de la créance du Gouvernement Français au titre de l'article 3 (b), de l'accord franco-italien du 29 novembre 1947, la contrevaleur des biens liquidés par les soins de l'Administration française au titre de l'article 3 (c) de cet accord. Il est entendu que les dits biens comprennent exclusivement les biens des ressortissants italiens qui avaient obtenu l'autorisation prévue à l'article 3 (c) et n'avaient pas vendu dans les délais qui leur avaient été accordés. La contrevaleur en sera calculée suivant les règles qui s'appliquent à la détermination de la contrevaleur des biens vendus en application de l'art. 3 (b) dudit accord.

Les droits des ressortissants italiens qui ont obtenu la prorogation du délai prévu à l'art 3 (c) sont expressément réserves. Au cas ou les intéressés ne parviendraient pas à vendre directement leurs biens avant le 31 décembre 1951, ceux-ci seront soumis, sauf nouvelle prorogation, à l'application de l'alinéa précédent.

3) Les Autorités françaises remettront aux personnes morales ayant eu leur siège social en Italie au 1er septembre 1939 et l'y ayant gardé depuis lors, les biens, droits et intérêts qu'elles détiennent pour leur compte en Tunisie.

Les biens des personnes morales visés ci-dessus ayant été compris dans la somme de 1 milliard de lires prévue à l'art. 3 (a) de l'accord du 29 novembre 1947 en vue de permettre au Gouvernement italien d'indemniser ses ressortissants, les deux délégations sont d'accord, afin de tenir compte du fait que ces personnes morales sont remises en possession de leurs biens, pour déduire du milliard de lires la contrevaleur d'un montant de trente millions de francs. Ce règlement interviendra au même moment que celui prévu au paragraphe (b) de l'Article 3 de l'accord du 29 novembre 1947.

Les Autorités françaises cesseront toute opposition à la vente, déjà intervenue, des biens de la société Bertolli en Tunisie et au transfert en France du produit de cette vente.

4) A titre de transaction, et compte tenu des concessions obtenues par ailleurs, le Gouvernement italien reconnaît la validité des séquestres mis sur les patrimoines italiens en Tunisie après le 15 septembre 1947 et jusqu'au 25 janvier 1951. A partir de cette date, et jusqu'au 31 décembre 1951 au plus tard, seuls pourront être mis sous séquestre les patrimoines qui auraient du faire l'objet des mesures prévues à l'article 79 du Traité de Paix et qui n'y ont échappé que grâce à des manœuvres frauduleuses imputables aux ressortissants italiens. Seront exclusivement considérés comme manœuvres frauduleuses les actes positifs ayant eu pour effet de dissimuler le caractère liquidable des patrimoines intéressés.

Les Autorités françaises pourront transformer les séquestres administratifs existant au 25 janvier 1951 en séquestres judiciaires selon la procédure prévue par la loi française du 28 septembre 1948. L'expression « séquestres administratifs existant au 25 janvier 1951 » désigne les séquestres qui avaient fait l'objet d'une publication à cette date et qui n'avaient pas été rapportés.

5) Les deux délégations ont convenu que toutes les questions concernant l'interprétation de l'article 79, paragraphe 6 (c) du Traité de Paix soient soumises à un arbitrage confié à un représentant du Gouvernement italien, désigné dans la personne de M. Antonio Sorrentino, Président de Section au Conseil d'Etat, et à un représentant du Gouvernement Français, désigné en la personne de M. Perier de Feral, Préfet de 1ère classe. Elles ont demandé que M. Plinio Bolla, Juge fédéral suisse, soit invité comme tiers membre choisi parmi les ressortissants des pays tiers.

Les Autorités françaises prendront, en ce qui les concerne, toutes dispositions utiles afin de faire surseoir à toute décision judiciaire dans les litiges relatifs à l'interprétation et à l'application de l'article 79, paragraphe 6 (c) du Traité de Paix.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement français donne son agrément à ce qui précède et accepte ce règlement intervenu par voie de négociations directes en conformité avec les dispositions de l'art. 87 du Traité de Paix ».

En prenant acte des engagements contenus dans ladite communication, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement italien donne son agrément à ce qui précède et accepte ce règlement intervenu par voie de négociations directes en conformité avec les dispositions de l'art. 87 du Traité de Paix.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

QUARONI

Son Excellence
Monsieur Robert SCHUMAN
Ministre des Affaires Etrangères — PARIS

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Paris, le 2 février 1951

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que, pour répondre au désir formulé par la Délégation italienne au cours des récentes négociations relatives à la liquidation des biens italiens en Tunisie, le Gouvernement français donne son accord à la reprise d'activité en Tunisie de la Société « Assicurazioni Generali di Trieste e Venezia » et de la Société « Riunione Adriatica di Sicurtà ».

D'autre part, les demandes qui pourront être formulées par d'autres personnes morales ayant leur siège social en Italie, afin de reprendre leur activité en Tunisie, seront examinées dans un esprit bienveillant.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma haute considération.

SCHUMAN

Son Excellence
Monsieur QUARONI
Ambassadeur d'Italie — PARIS

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Paris, le 2 février 1951

Monsieur le Président,

Par lettre en date de ce jour, Votre Excellence a bien voulu me faire la communication suivante:

« J'ai l'honneur de vous faire savoir que, pour répondre au désir formulé par la Délégation italienne au cours des récentes négociations relatives à la liquidation des biens italiens en Tunisie, le Gouvernement français donne son accord à la reprise d'activité en Tunisie de la Société « Assicurazioni Generali di Trieste e Venezia » et de la Société « Riunione Adriatica di Sicurtà ».

D'autre part, les demandes qui pourront être formulées par d'autres personnes morales ayant leur siège social en Italie, afin de reprendre leur activité en Tunisie, seront examinées dans un esprit bienveillant ».

J'ai l'honneur de prendre acte de la dite communication au nom du Gouvernement italien.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

QUARONI

Son Excellence
Monsieur Robert SCHUMAN
Ministre des Affaires Etrangères — PARIS

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 5 aprile 1951, n. 1772.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia di San Giuseppe, nel comune di Castellammare del Golfo (Trapani).

N. 1772. Decreto del Presidente della Repubblica 5 aprile 1951, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto del Vescovo di Mazara del Vallo in data 25 luglio 1935, integrato con dichiarazione 29 novembre 1949, relativo alla erezione della parrocchia di San Giuseppe, nel comune di Castellammare del Golfo (Trapani) ed il Beneficio della parrocchia stessa viene autorizzato ad accettare le donazioni disposte in suo favore da Leonardo Zangara, Andrea Colomba e Francesco Pilora, donazioni consistenti in alcuni immobili, situati in Castellammare del Golfo, complessivamente valutati L. 61.000 e con reddito di L. 10.100.

Visto, *il Guardasigilli:* PICCIONI
Registrato alla Corte dei conti, addì 14 *marzo* 1952
Atti del Governo, registro n. 50, *foglio n.* 84. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 5 luglio 1951, n. 1773.

Riconoscimento della personalità giuridica della Chiesa parrocchiale di Santo Stefano e di Santa Maria del Carmine, in frazione Squillani del comune di Roccabascerana (Avellino).

N. 1773. Decreto del Presidente della Repubblica 5 luglio 1951, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa parrocchiale di Santo Stefano e di Santa Maria del Carmine, in frazione Squillani del comune di Roccabascerana (Avellino) e la chiesa anzidetta viene autorizzata ad acquistare, per il prezzo di L. 15.000, un immobile situato in detto Comune.

Visto, *il Guardasigilli:* PICCIONI
Registrato alla Corte dei conti, addì 14 *marzo* 1952
Atti del governo, registro n. 50, *foglio n.* 85. — CARLOMAGNO

LEGGE 23 febbraio 1952, n. 120.

Approvazione ed esecuzione del Protocollo concernente il regime doganale fra l'Italia e l'Ungheria, concluso a Budapest il 28 marzo 1950.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

E' approvato il Protocollo concernente il regime doganale fra l'Italia e l'Ungheria, concluso a Budapest il 28 marzo 1950.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data al Protocollo suddetto a decorrere dalla data della sua entrata in vigore.

Art. 3.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 23 febbraio 1952

EINAUDI

PICCIONI — PELLA — VANONI — LA MALFA

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI

Protocole concernant le régime douanier entre l'Italie et la Hongrie

Le Président de la République Italienne, et le Conseil Présidentiel de la République Populaire Hongroise, dans le but de faire face aux exigences de la situation actuelle dans le domaine du régime douanier, ont décidé de dresser un Protocole et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir

LE PRESIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE:

M. Giorgio BENZONI, *Ministre Plénipotentiaire et Envoyé Extraordinaire en Hongrie,*

LE CONSEIL PRESIDENTIEL DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE HONGROISE:

M. BUZÁS József, *Chef de Département au Ministère Hongrois du Commerce Extérieur,*

lesquels, après s'être communiqué leurs plein-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté ce qui suit:

Art. 1

Les Parties Contractantes s'accordent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane, les impôts et taxes à percevoir avec les droits de douane et les modalités relatives à leur perception; l'interpretation et l'application du tarif douanier; la classification, l'admission temporaire et la réexpédition des marchandises, ainsi que les prescriptions, formalités et droits établis pour les opérations de dédouanement, transbordement et entreposage des marchandises.

Art. 2

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance du territoire de l'un des deux Pays, ne seront pas assujetis, à leur importation dans le territoire de l'autre Pays, à des droits de douane, impôts et taxes — y compris toutes les taxes supplémentaires et surtaxes — autres ou plus élevés que ceux qui sont perçus ou qui pourront être perçus à l'avenir sur les produits d'un autre Pays quelconque.

Art. 3

De même, les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance du territoire de l'un des deux Pays, ne seront pas assujetis, à leur exportation vers le territoire de l'autre Pays, à des droits de douane, impôts et taxes — y compris toutes les taxes supplémentaires et surtaxes — autres ou plus élevés que ceux qui sont perçus ou qui pourront être perçus à l'avenir sur les produits exportés vers le territoire d'un autre Pays quelconque.

Art. 4

Les dispositions visées aux articles 1, 2, 3 ne sont pas applicables:

a) aux avantages accordés ou bien qui pourront être accordés à l'avenir de la part de l'une des deux Parties dans le but de faciliter les rapports frontaliers avec les Etats limitrophes;

b) aux avantages dérivant d'une union douanière ou bien d'une zone à libre échange ou d'accords régionaux déjà conclus ou qui pourront être conclus à l'avenir, ainsi qu'aux avantages dérivant d'accords provisoires tendant à la constitution d'unions douanières ou bien de zones à libre échange ou d'accords régionaux;

c) aux avantages spéciaux que l'une des deux Parties a accordé ou bien pourra accorder à l'avenir à des territoires ayant un statut juridique spécial reconnu internationalement ou bien à des territoires conférés ou qui pourront être conférés à cette même Partie en administration fiduciaire;

d) aux avantages accordés actuellement ou qui pourront être accordés à l'avenir par l'Italie à la République de San Marino et à l'État de la Cité du Vatican.

Art. 5

Sont et demeurent abrogés, à partir du 30 avril 1950 les articles, annexes et déclarations du Traité de Commerce et de Navigation du 4 juillet 1928, ci-après indiqués:

a) les articles 8, 9, 10 et 12 du Traité de Commerce et de Navigation du 4 juillet 1928;

b) les Annexes *A* et *B* dudit Traité;

c) les déclarations relatives à l'art. 8 contenues dans le Protocole Final (Partie I) ainsi que les Parties II et III de ce Protocole Final;

ainsi que:

d) l'Avenant au Traité de Commerce et de Navigation du 4 juillet 1928, signé le 23 juin 1932;

e) l'Accord complémentaire à l'Avenant au Traité de Commerce et de Navigation du 4 juillet 1928, signé le 9 avril 1934;

f) le deuxième Accord complémentaire à l'Avenant au Traité de Commerce et de Navigation susdit, signé le 14 mai 1934,

de plus, tous autres échanges de lettres ou modifications concernant les points indiqués ci-dessus.

Art. 6

Les dispositions du présent Protocole suivent le sort du Traité de Commerce et de Navigation du 4 juillet 1928.

Les Parties Contractantes se réservent, toutefois, la faculté de dénoncer les articles 1, 2, 3, 4 du présent Protocole, lesquels, en ce cas, prendront fin trois mois après la dénonciation. Les Parties Contractantes ne pourront cependant pas se prévaloir de la dite faculté de dénonciation qu'à partir de trois mois après la mise en vigueur de ces mêmes dispositions.

Art. 7

Ce Protocole sera mis en application à titre provisoire à partir du 30 avril 1950.

Il est entendu que son entrée en vigueur définitive reste subordonnée à l'accomplissement, de part et d'autre, des procédures intérieures prévues par les Constitutions des deux Pays.

Les Gouvernements des deux Pays se notifieront mutuellement l'accomplissement des susdites procédures.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susmentionnés ont signé le présent Protocole.

Fait à Budapest le 28 mars 1950 en langue française, en deux exemplaires.

Pour la République Populaire Hongroise
BUZÁS JÓZSEF

Pour la République Italienne
GIORGIO BENZONI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

LEGGE 4 marzo 1952, n. 121.

Approvazione ed esecuzione dei seguenti Accordi conclusi tra il Governo della Repubblica Italiana e il Governo della Repubblica popolare federativa di Jugoslavia: a) Accordo relativo alla pesca esercitata dai pescatori italiani nelle acque jugoslave, concluso a Belgrado il 13 aprile 1949; b) Protocollo relativo alla proroga dell'Accordo suddetto e scambi di Note, conclusi a Belgrado il 26 febbraio 1951.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Sono approvati i seguenti Accordi conclusi tra il Governo della Repubblica Italiana ed il Governo della Repubblica popolare federativa di Jugoslavia:

a) Accordo relativo alla pesca esercitata dai pescatori italiani nelle acque jugoslave, concluso a Belgrado il 13 aprile 1949;

b) Protocollo relativo alla proroga dell'Accordo suddetto e scambi di Note, conclusi a Belgrado il 26 febbraio 1951.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo, Protocollo e scambi di Note suddetti a decorrere dalla data della loro entrata in vigore.

Art. 3.

All'onere derivante dall'esecuzione dell'Accordo per l'importo previsto di lire 600 milioni si farà fronte per lire 120.000.000 con le entrate derivanti dal rilascio delle autorizzazioni speciali di cui all'art. 7 dell'Accordo e per lire 480.000.000, mediante riduzione dello stanziamento del capitolo 453 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'esercizio 1951-1952.

Art. 4.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato a provvedere con propri decreti alle occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Napoli, addì 4 marzo 1952

EINAUDI

DE GASPERI — PELLA — CAPPA

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI

Accord entre le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie relatif à la pêche par les pêcheurs italiens dans les eaux yougoslaves.

Le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie, par l'intermédiaire de leurs représentants soussignés dûment autorisés sont convenus de ce qui suit:

Article 1er

Le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie permettra aux pêcheurs italiens de pêcher au chalut remorqué par bateau dans la mer territoriale de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie, à savoir:

a) dans la zone de l'archipel Premuda-Dugi Otok-Kornat en direction sud-ouest du cap situé au nord-ouest de l'île Premuda vers les phares Veli Rat et Sestrice jusqu'à l'île de Purara située dans l'archipel de Kornat, à l'exception des eaux des deux premiers milles marins en direction de la pleine mer;

b) dans la zone de l'archipel Jabuka-Kamik à l'ouest du méridien traversant l'île de Kamik, à l'exception des eaux du premier mille marin de l'île Jabuka et à l'exception des deux premiers milles marins de l'île Kamik en direction de la pleine mer;

c) dans la zone de l'archipel Palagruza-Kajola, à l'exception des eaux des deux premiers milles marins en direction de la pleine mer;

d) dans la zone de l'île de Mljet limitée vers l'ouest par le méridien traversant le phare Glavat et vers l'est par le méridien traversant le cap Gruj situé sur la pointe sud-est de l'île de Mljet, à l'exception des eaux des deux premiers milles marins en direction de la pleine mer.

De même, le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie permettra aux pêcheurs italiens de pêcher au chalut remorqué par bateau dans les bandes de la zone de protection large de 4 milles marins en dehors de la mer territoriale, qui s'étendent parallèlement aux zones mentionnées sous *a*), *b*), *c*) et *d*) de l'alinéa 1 du présent article, correspondant à celles-ci en longueur et formant avec elles une zone compacte de pêche. Pendant la validité du présent Accord le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie renonce au droit d'appliquer, aux fins de la protection de la richesse maritime, dans ces bandes des zones déterminées par le présent Accord d'autres mesures restrictives en plus de celles mentionnées dans le présent Accord. Dans ces zones de pêche compactes pêcheront: dans la zone Premuda-Dugi Otok-Kornat 60 bateaux au maximum; dans celles de Jabuka-Kamik et Palagruza-Kajola un nombre indéterminé de bateaux et dans celle de l'île de Mljet 25 bateaux au maximum.

Dans les bandes de la zone de protection large de 4 milles marins en dehors de la mer territoriale les autorités compétentes de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie exercent le contrôle et prescrivent toute mesure utile pour protéger les richesses de la mer. Au point de vue des mesures de protection les pêcheurs italiens ne seront pas traités d'une manière plus défavorable que les pêcheurs yougoslaves.

Lorsque les eaux au nord-ouest de l'île Susak seront nettoyées de mines, le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie examinera la possibilité de l'établissement d'un certain secteur de pêche dans ces eaux pour les pêcheurs italiens.

Article 2

Le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie permettra aux pêcheurs italiens de pêcher le poisson au moyen de 20 seines à bougies dans les eaux de la zone mentionnée à l'alinea *b*) de l'article 1 du présent Accord, à l'exception des eaux des premiers 300 mètres de l'île Jabuka et à l'exception des eaux des deux premiers milles marins de l'île Kamik.

Article 3

Le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie permettra aux pêcheurs italiens de pêcher le frai pour peupler dans les eaux intérieures de la Baie de Tar et de la Baie de Medulin.

Les pêcheurs italiens peuvent pêcher le frai dans les eaux mentionnées dans l'alinéa 1 du présent article au moyen de quatre bateaux de pêche en tout. Les quatre bateaux de pêche pourront pêcher en tout et au maximum jusqu'à 4 millions pièces de mulets et jusqu'à 2 millions pièces de bars et de daurades.

Les bateaux de pêche italiens pêchant le frai dans les eaux mentionnées à l'alinéa 1 du présent article prendront respectivement à leur bord comme membres actifs de leur équipage deux pêcheurs yougoslaves qui, en même temps contrôleront la quantité de la pêche.

Lors de chaque entrée dans les zones mentionnées à l'alinéa 1 du présent article, de même qu'à l'occasion de leur sortie de ces dernières, les bateaux de pêche italiens se feront annoncer comme suit: ceux pêchant dans la Baie de Tar au Comité populaire local de Tar et ceux pêchant dans la Baie de Medulin au Comité populaire local de Medulin.

Article 4

En cas de contestation sur le point de savoir si un bateau de pêche italien a pêché dans les zones déterminées par le présent Accord, ou en dehors d'elles, feront foi les constatations des autorités compétentes yougoslaves sur la base des noms et des tracés insérés dans les cartes côtières et spéciales annexées sous *A*, *B* *C*, *D*, *E* et *F* au présent Accord dont elles font partie intégrante.

Article 5

Les bateaux de pêche italiens possédant l'autorisation spéciale de pêche dans le eaux des zones déterminées par le présent Accord ne seront autorisés à pêcher que: au chalut entre le 1er septembre et le 30 avril, au moyen de seines à bougies entre le 1er avril et le 30 septembre, et le frai entre le 1er mars et le 31 août.

Les autorités compétentes yougoslaves permettront aux bateaux de pêche italiens ayant le droit de pêcher dans la zone de l'archipel Premuda-Dugi Otok-Kornat, d'entrer dans le port Premuda.

Lors de chaque arrivée dans le port Premuda ainsi que lors de chaque départ de ce dernier, les bateaux de pêche italiens se feront annoncer au Comité populaire local de Premuda. Pour autant qu'un bateau de pêche ne se ferait pas annoncer au Comité populaire local de Premuda lors de son arrivée dans le port ou lors de son départ de ce dernier, les autorités compétentes peuvent, en plus d'une autre peine, prononcer celle de l'interdiction de l'accès ultérieur du port.

De même, les autorités compétentes yougoslaves permettront aux bateaux italiens pêchant au moyen de seines à bougies et ayant le droit de pêcher le poisson bleu dans les eaux de la zone des îles Jabuka-Kamik l'accès de la côte des l'île Jabuka, compte tenu de l'interdiction de la pêche dans les eaux des premiers 300 mètres, conformément à l'article 2 du présent Accord.

Article 6

Les bateaux de pêche italiens pêchant au chalut doivent se tenir à une distance de 500 mètres des signaux marquant la position des filets pour la pêche au poisson bleu, des filets de fond, des lignes et des nasses.

Article 7

Les bateaux de pêche italiens seront munis, en plus de listes d'immatriculation et sanitaires, d'une autorisation spéciale pour la pêche dans les zones déterminées par le présent Accord, délivrée par les autorités compétentes italiennes et rédigée d'après le formulaire annexé sous *G* au présent Accord dont il fait partie intégrante.

L'autorisation spéciale de pêche sera valable pour une durée d'un an; toutefois elle cessera en tout cas d'être valable à partir de la date où le présent Accord aura pris fin.

L'autorisation est valable à partir du jour où les autorités compétentes yougoslaves auront signifié qu'elles y ont donné leur consentement.

Article 8

Le Gouvernement de la République Italienne fera parvenir au Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie, aux fins de consentement, les autorisations spéciales pour la pêche dans les zones déterminées par le présent Accord.

Le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie rendra, dans un délai de trente jours à partir du jour de la réception, les autorisations spéciales, signifiant celles auxquelles il aura pouvoir donner son consentement et celles qui devront être remplacées.

Article 9

Les autorités compétentes yougoslaves auront toujours le droit de visite des bateaux de pêche italiens pendant que ces derniers se trouvent dans les eaux des zones déterminées par le présent Accord.

Article 10

Les bateaux de pêche italiens observeront à tout point de vue les prescriptions de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie, les dispositions du présent Accord ainsi que les dispositions de la Convention Internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer.

Article 11

Dans le cas où un bateau de pêche italien n'observerait pas les prescriptions de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie, ou les dispositions du présent Accord ou bien les dispositions de la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer pendant qu'il se trouve dans les eaux des zones déterminées par le présent Accord, il tombe, en tout, sous le coup des prescriptions respectives de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie.

En cas de récidive, les autorités compétentes yougoslaves, en plus de la peine prévue par les prescriptions respectives de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie, pourront prononcer la déchéance du droit de pêche acquis au moyen de l'autorisation spéciale délivrés par les autorités compétentes italiennes. Le Gouvernement italien aura, en ce cas, le droit de remplacer ladite autorisation déchue par une autre équivalente.

Article 12

Chaque année pendant la durée du présent Accord le Gouvernement de la République Italienne est tenu de mettre à la disposition du Gouvernement de la République Fédérative de Yougoslavie le montant dû par les pêcheurs italiens pour l'exercice de la pêche.

Ce montant est fixé pour la première année à la somme globale de 750 millions de lires italiennes, laquelle sera mise par le Gouvernement de la République Italienne à la disposition du Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie dans la suivante mesure: 375 millions le 1er octobre 1949 au plus tard, et 375 millions le 1er janvier 1950 au plus tard.

Au début de chaque année ultérieure le montant de la somme globale et le délai dans lequel elle devra être versée seront fixés d'un commun accord par les deux Gouvernements Contractants.

Les sommes fixées dans les alinéas précédents du présent article seront déposées par le Gouvernement de la République Italienne au profit du Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie au compte « A » visé à l'article 12 de l'Accord du commerce et de collaboration économique entre la République Populaire Fédérative de Yougoslavie et la République Italienne.

Article 13.

Le présent Accord entrera en vigueur le 1er mai 1949 pour une durée de deux années. Il sera tacitement prorogé chaque année, s'il n'est pas denoncé par l'un des deux Gouvernements moyennant un préavis de 4 mois.

Fait à Beograd, en double exemplaire, le 13 avril mil neuf cent quarante neuf.

Pour l'Italie	*Pour la Yougoslavie*
CELESTE BASTIANETTI	ALES BEBLER

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

ANNEXE

AUTORISATION SPECIALE POUR LA PECHE

Pour la zone . . dans laquelle, en vertu de l'Accord conclu entre la République Populaire Fédérative de Yougoslavie et la République Italienne en date du 13 avril 1949, la pêche est permise aux bateaux de pêche italiens:

le bateau, portant le nom de . . . . de . . . . . . tonnes, moteur . . . . . chevaux . . . . vapeur, proprieté de M. . . . . enregistré sub N. . . . . sous la direction du capitaine . . . . . . ayant à son bord . . . . . . personnes d'équipages (leurs noms), est autorisé de pêcher au chalut, ou au moyens de seines à bougies, ou le frai dans les zones ci-dessus déterminées pour la durée d'un an à compter de la date du consentement de la part des autorités yougoslaves à l'autorisation spéciale délivrée par les autorités italiennes. Toutefois, l'autorisation cessera d'être valable le jour où la validité dudit Accord concernant la pêche pour les bateaux italiens dans les eaux yougoslaves aura pris fin.

Le bateau ainsi que son équipage observera les dispositions de l'Accord mentionné ainsi que les prescriptions de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie.

Cette autorisation est valable à partir de la date à laquelle les autorités compétentes yougoslaves auront signifié qu'elles y ont donné leur consentement.

Protocole relatif à la prolongation de l'Accord sur la pêche par les pêcheurs italiens dan les eaux yougoslaves

Le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie se référant à l'Accord du 13 avril 1949, relatif à la pêche italienne dans les eaux yougoslaves,

par l'intermédiaire de leurs représentants soussignés dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit:

1. L'Accord entre le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie relatif à la pêche par les pêcheurs italiens dans les eaux yougoslaves signé à Beograd le 12 avril 1949, est prorogé pour un an à partir du 1er mai 1951; il viendra par conséquence à échoir le 30 avril 1952.

2. Le montant de la somme globale prévu au 3ème alinéa de l'art. 12 de l'Accord est fixé pour l'année de prorogation à 600 millions de lires italiennes, somme que le Gouvernement italien mettra à la disposition du Gouvernement yougoslave par un versement au compte *A*, prévu à l'art. 12 de l'Accord relatif à la coopération commerciale et économique entre la République Populaire Fédérative de Yougoslavie et la République Italienne. Cette somme sera mise à la disposition du Gouvernement yougoslave par un versement au compte *A* dans le termes suivants: jusqu'au 1er octobre 1951 au plus tard, 300 millions de lires, et 300 millions jusqu'au 1er janvier 1952 au plus tard.

Fait à Beograd, le 26 février 1951, en double exemplaire en langue française.

Par autorisation du Gouvernement de la République Italienne
ENRICO MARTINO

Par autorisation du Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie
L. MATES

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Beograd, le 26 février 1951

Monsieur le Ministre Adjoint,

En relation au Protocole signé aujourd'hui selon lequel l'Accord sur la pêche par les pêcheurs italiens dans les eaux yougoslaves vient à échoir le 30 avril 1952, le Gouvernement italien propose que des conversations soient engagées par les deux Gouvernements à partir du 15 novembre 1951, dans le but d'apporter à l'Accord les modifications qui apparaîtront utiles soit à l'amélioration générale de l'exercice de la pêche dans la mer Adriatique, soit aux intérêts particuliers des pêcheurs yougoslaves et italiens.

Je Vous serai gré de bien vouloir me faire connaître si le Gouvernement yougoslave est d'accord sur ce qui précède.

Je Vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre Adjoint, l'assurance de ma haute considération.

ENRICO MARTINO

Monsieur Leo MATES
Ministre Adjoint aux Affaires Etrangères de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie
BEOGRAD

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Beograd, le 26 février 1951

Monsieur le Ministre,

Par lettre en date d'aujourd'hui, Vous avez bien voulu me communiquer ce qui suit:

« En relation au Protocole signé aujourd'hui selon lequel l'Accord sur la pêche par les pêcheurs italiens dans les eaux yougoslaves vient à échoir le 30 avril 1952, le Gouvernement italien propose que des conversations soient engagées par les deux Gouvernements à partir du 15 novembre 1951, dans le but d'apporter à l'Accord les modifications qui apparaîtront utiles soit à l'amélioration générale de l'exercice de la pêche dans la mer Adriatique, soit aux intérêts particuliers des pêcheurs yougoslaves et italiens.

Je Vous serai gré de bien vouloir me faire connaître si le Gouvernement yougoslave est d'accord sur ce qui précède ».

J'ai l'honneur de Vous signifier que le Gouvernement yougoslave est d'accord sur ce qui précède.

Je Vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

L. MATES

A son Excellence
Monsieur Enrico MARTINO
Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Italienne — BEOGRAD

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Beograd, le 26 février 1951

Monsieur le Ministre,

A la suite de ma lettre du 14 février dernier et en relation au protocole signé aujourd'hui qui proroge jusqu'au 30 avril 1952 l'Accord concernant la pêche par les pêcheurs italiens dans les eaux yougoslaves du 13 avril 1949, j'ai l'honneur de vous confirmer que, désirant donner une nouvelle preuve de bonne volonté et dans le but de voir développer davantage les rapports entre les deux Pays, mon Gouvernement, faisant suite à votre demande, a décidé de renoncer à exiger envers le Gouvernement italien le payement des sommes globales provenant de l'article 12 du susdit Accord, pour la période allant jusqu'au 30 avril 1951, pour laquelle n'ont pas été transmis du côté italien au Gouvernement yougoslave les autorisations spéciales visées aux articles 7 et 8 dudit Accord.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les expressions de ma haute considération.

L. MATES

A son Excellence
Monsieur Enrico MARTINO
Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Italienne — BEOGRAD

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Beograd, le 26 février 1951

Monsieur le Ministre Adjoint,

Par lettre en date de ce jour vous avez bien voulu, au nom de votre Gouvernement, me faire, connaître ce qui suit:

« A la suite de ma lettre du 14 février dernier et en relation au protocole signé aujourd'hui qui proroge jusqu'au 30 avril 1952 l'Accord concernant la pêche par les pêcheurs italiens dans les eaux yougoslaves du 13 avril 1949, j'ai l'honneur de vous confirmer que, désirant donner une nouvelle preuve de bonne volonté et dans le but de voir développer davantage les rapports entre les deux Pays, mon Gouvernement, faisant suite à votre demande, a décidé de renoncer à exiger envers le Gouvernement italien le payement des sommes globales provenant de l'article 12 du susdit Accord, pour la période allant jusqu'au 30 avril 1951, pour laquelle n'ont pas été transmis du côté italien au Gouvernement yougoslave les autorisations spéciales visées aux articles 7 et 8 dudit Accord ».

Je vous remercie de votre communication, dont je prends acte au nom du Gouvernement italien.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre Adjoint, l'assurance de ma haute considération.

ENRICO MARTINO

Monsieur Leo MATES
Ministre Adjoint aux Affaires Etrangères de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie
BEOGRAD

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

DECRETO MINISTERIALE 16 ottobre 1951.

Revoca del provvedimento di sottoposizione a sequestro della S. A. Immobiliare Castelveccana, con sede in Milano.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il decreto Ministeriale 27 agosto 1945, col quale, in applicazione del regio decreto-legge 4 febbraio 1942, n. 11, convertito, con modificazioni, nella legge 17 luglio 1942, n. 1100, è stata sottoposta a sequestro la S. A. Immobiliare Castelveccana, con sede in Milano, via Donizetti n. 29, in quanto ritenuta azienda tedesca, e nominato sequestratario il dott. Alberto Ferrante;

Considerato che dagli accertamenti effettuati e dai documenti prodotti è risultata l'inesistenza d'interessi tedeschi nella suindicata Società e che pertanto occorre revocare il sequestro;

Vista la deliberazione in data 19 settembre 1951 del Comitato internazionale per la liquidazione dei beni tedeschi in Italia;

Visto l'art. 9 del predetto regio decreto-legge 4 febbraio 1942, n. 11, convertito, con modificazioni, nella legge 17 luglio 1942, n. 1100;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 1° febbraio 1945, n. 33;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1948, n. 177;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 7 luglio 1951, n. 491, sulla cessazione dello stato di guerra tra l'Italia e la Germania;

Decreta:

E' revocato il decreto 27 agosto 1945, col quale è stata sottoposta a sequestro la S. A. Immobiliare Castelveccana, con sede in Milano, ed è conseguentemente revocata la nomina a sequestratario del dott. Alberto Ferrante.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 16 ottobre 1951

Il Ministro: VANONI

(1248)

DECRETO MINISTERIALE 6 marzo 1952.

Autorizzazione all'esercizio della pesca del pesce persico (perca fluviatilis) nelle acque dei laghi « Ripasottile » e « Lungo » in provincia di Rieti.

IL MINISTRO
PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Visti gli articoli 13, 16 e 20 del regolamento sulla pesca fluviale e lacuale, approvato con regio decreto 22 novembre 1914, n. 1486;

Vista la domanda della ditta Sebastiani Umberto e Figli, di Rieti, affittuaria della pesca nei laghi « Ripasottile » e « Lungo », tendente ad ottenere l'autorizzazione per esercitare, nei suddetti laghi, la pesca del pesce persico (*perca fluviatilis*) di qualsiasi lunghezza anche durante il periodo di divieto, allo scopo di diradare detta specie nell'interesse delle specie più pregiate che sono state immesse nei predetti laghi;

Visto il parere favorevole espresso dalla Commissione provinciale di pesca di Rieti;

Considerato che lo Stabilimento ittiogenico di Roma ha espresso in proposito il proprio parere favorevole in quanto nei suddetti laghi il pesce persico, per degenerazione causata dall'ambiente, non raggiunge il normale sviluppo e si rende, quindi, necessario diradare tale specie di pesce;

Ritenuta l'opportunità di accogliere la suddetta domanda;

Decreta:

Fino al 31 dicembre 1952, nei laghi « Ripasottile » e « Lungo » siti in provincia di Rieti, è consentita la pesca del pesce persico (*perca fluviatilis*) di qualsiasi lunghezza ed in ogni tempo.

Durante il mese di maggio il commercio del pesce persico, pescato nei suddetti laghi, potrà essere esercitato solo nelle provincie di Rieti e di Terni.

Dal 1° giugno il commercio del pesce persico, della provenienza sopra indicata, di lunghezza inferiore ai 15 centimetri, potrà essere esercitato solo nella provincia di Rieti.

Ogni spedizione, comunque effettuata, dovrà essere accompagnata da certificato rilasciato dalle autorità locali comprovante che il pesce è stato pescato nei laghi « Ripasottile » e « Lungo ».

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 6 marzo 1952

p. *Il Ministro*: RUMOR

(1184)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Revoca di trasferimento di notaio

Con decreto Ministeriale dell'11 marzo 1952 è revocato il decreto Ministeriale 26 settembre 1951, nella parte che dispone il trasferimento del notaio dott. Cordaro Angelo nel comune di San Cataldo, distretto notarile di Caltanissetta, ed il medesimo notaio è, pertanto, reintegrato nella precedente sede il Mazzarino, stesso distretto.

(1233)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Esito di ricorso.

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 23 gennaio 1952, registrato alla Corte dei conti il 28 febbraio 1952, è stato respinto il ricorso straordinario 27 luglio 1949 proposto dal sig. Surace Domenico avverso la deliberazione n. 16727 del 24 gennaio 1949, adottata dall'Ente edilizio di Reggio Calabria, con la quale venne disposto il rigetto della domanda del ricorrente di riammissione in servizio.

(1253)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Costituzione di zona di ripopolamento e cattura

Per il periodo 1° luglio 1952-30 giugno 1955, i fondi siti nel comune di Bagno di Romagna (Forlì), dell'estensione di ettari 720, delimitati dai confini sotto indicati, sono costituiti in zona di ripopolamento e cattura.

Confini dal centro abitato di San Pietro in Bagno, lato nord-ovest, da quota 462 per quota 602 monte Sorbo, quota 572 San Paolo, rotabile San Piero-Santa Sofia, segue il displuvio e raggiunge quota 780 in località Paretaio. Da quest'ultima località, sempre seguendo linee di displuvio, raggiunge quota 952 di monte Frullo, quota 945, quota 1055 di monte Piano, quota 1062, quota 1004, quota 1030, quota 977, quota 923, quota 832, quota 735, quota 716, quota 676 di Corzano e torna a quota 462 del centro abitato di San Piero in Bagno.

(1197)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di titoli provvisori di buoni del Tesoro 5 % (1959)

(1ª *pubblicazione*). Avviso n. 36.

In applicazione dell'art. 9 del decreto Ministeriale 22 dicembre 1949 e dell'art. 230 del regolamento generale sul Debito pubblico 19 febbraio 1911, n. 298, è stato denunziato lo smarrimento dei sottoindicati titoli provvisori di buoni del Tesoro 5 % (1959).

Numero del titolo provvisorio: 686004 — Serie: B — Ufficio che ha emesso il titolo: Tesoreria provinciale di Novara — Persona che ha denunziato il titolo: Basini Giuseppina ved. Borra fu Enrico, dom. a Stresa, via Casiano — Capitale nominale: L. 10.000.

Numero del titolo provvisorio: 686003 — Serie: B — Ufficio che ha emesso il titolo: Tesoreria provinciale di Novara — Persona che ha denunziato il titolo: Basini Giuseppina vedova Borra fu Enrico, dom. a Stresa, via Casiano — Capitale nominale: L. 10.000.

Numero del titolo provvisorio: 45275 — Serie: C — Ufficio che ha emesso il titolo: Tesoreria provinciale di Pistoia — Persona che ha denunziato il titolo: Pacini Jacopo fu Angelo, dom. a Pistoia, viale Petrocchi, 99 — Capitale nominale: L. 50.000.

Si diffida chiunque possa avervi interesse, che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che siano intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i titoli definitivi corrispondenti a quelli smarriti.

Roma, addì 4 marzo 1952

Il direttore generale: DE LIGUORO

(1156)

Consegna dei buoni del Tesoro novennali 5 % (1961) al portatore

A mente dell'art. 9 del decreto Ministeriale 15 dicembre 1951, si comunica che il 1° aprile 1952 sarà iniziata la consegna dei titoli definitivi al portatore dei buoni del Tesoro novennali 5 % 1961, in cambio delle ricevute rilasciate all'atto della sottoscrizione.

Roma, addì 15 marzo 1952

Il direttore generale: DE LIGUORO

(1268)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO DIVISIONE X PORTAFOGLIO

N. 67

CAMBI VALUTARI (Esportazione)

Cambi di chiusura del 20 marzo 1952

	Dollaro		Dollaro
Borsa di Bologna	624,89	Borsa di Palermo	—
» Firenze	624,92	» Roma	624,92
» Genova	624,90	» Torino	624,93
» Milano	624,94	» Trieste	624,89
» Napoli	624,90	» Venezia	624,91

Media dei titoli del 20 marzo 1952

Rendita 3,50 % 1906	67,325
Id. 3,50 % 1902	64,70
Id. 3 % lordo	66,675
Id. 5 % 1935	94,225
Redimibile 3,50 % 1934	72,45
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (con tagliando)	70,05
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (ex tagliando)	69,575
Id. 5 % (Ricostruzione)	91,05
Id. 5 % 1936	91,125
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1959)	96,975
Id. 5 % 1960	97 —

Il contabile del Portafoglio dello Stato
DI CRISTINA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Contrattazione cambi

Quotazioni medie ai sensi del decreto-legge 19 settembre 1949, n. 632, valide per il giorno 20 marzo 1952:

1 dollaro U.S.A.	L. 624,93
1 dollaro canadese	» 627,75

Cambi di compensazione vigenti

(Valevoli ai sensi degli accordi esistenti con i singoli Paesi)

Belgio	L. 12,50	per franco belga
Danimarca	» 90,46	» corona danese
Francia	» 1,785	» franco francese
Germania	» 148,77	» marco occid.
Norvegia (c/nuovo)	» 87,48	» corona norvegese
Olanda	» 164,44	» fiorino olandese
Svezia (c/speciale)	» 120,78	» corona svedese
Svizzera (conto A)	» 142,90	» franco svizzero

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Concorso a cinque posti di assistente addetto commerciale di 3ª *classe in prova nel ruolo del personale degli uffici* commerciali all'estero.

IL MINISTRO PER GLI AFFARI ESTERI

Visto il regio decreto 31 marzo 1941, n. 598;

Visto il regio decreto 11 novembre 1923, n. 2395, sull'ordinamento gerarchico delle Amministrazioni dello Stato, e successive aggiunte e variazioni;

Visto il regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili dello Stato;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 5 ottobre 1944, n. 310;

Visto il decreto luogotenenziale 16 gennaio 1946, n. 12;

Visto il decreto legislativo 5 marzo 1948, n. 137;

Vista la legge 3 maggio 1950, n. 223;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 4 novembre 1951, n. 17;

Vista la lettera di autorizzazione n. 13863/12106-2.3 del 5 settembre 1951 della Presidenza del Consiglio dei Ministri;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per esami a cinque posti di assistente addetto commerciale di 3ª classe in prova nel ruolo del personale degli uffici commerciali all'estero.

Art. 2.

La domanda di ammissione su carta da bollo da L. 32 scritta e sottoscritta di pugno dall'aspirante diretta al Ministero degli affari esteri e corredata dai documenti descritti deve essere fatta pervenire al Ministero degli affari esteri (Direzione generale del personale) entro il termine di giorni sessanta dalla data di pubblicazione del presente bando nella *Gazzetta Ufficiale*.

Agli effetti del termine suindicato la data in arrivo della domanda è stabilita dal bollo a data appostovi dal competente ufficio del Ministero.

Le domande giunte dopo il termine stabilito ovvero sfornite dei documenti prescritti non saranno prese in esame.

Non è ammesso fare riferimento a documenti e titoli presentati per qualsiasi motivo ad altre Amministrazioni dello Stato ad eccezione del titolo originale di studio.

La domanda deve indicare con precisione nome, cognome, paternità, residenza dell'aspirante e luogo ove egli intenda gli sia fatta ogni comunicazione relativa al concorso e che gli siano restituiti, a concorso ultimato, i documenti e i titoli presentati.

Gli aspiranti residenti all'estero e quelli che dimostrino di essere chiamati alle armi potranno trasmettere, nel prescritto termine di giorni sessanta, la sola domanda di ammissione al concorso, corredata dei dati prescritti, salvo a produrre anche separatamente i documenti richiesti entro il termine di novanta giorni dalla data di pubblicazione del presente bando nella *Gazzetta Ufficiale*.

Nella domanda i candidati dovranno specificare le lingue estere, oltre che la francese e l'inglese, in cui intendono sostenere la prova facoltativa di esame orale ai sensi dell'art. 12, quarto comma, del regio decreto 31 marzo 1941, n. 598.

Nella domanda i candidati dovranno indicare se abbiano partecipato ad altri concorsi presso l'Amministrazione degli affari esteri, specificandone, in caso affermativo, la data e il risultato. Gli aspiranti dovranno dichiarare infine se siano pendenti nei loro confronti procedimenti penali presso autorità giudiziarie di qualsiasi grado italiane ed estere specificandone in caso affermativo la natura e l'eventuale esito qualora esso non risulti annotato sul certificato di cui al n. 6 dell'art. 3 del presente bando.

Art. 3

Alla domanda devono essere allegati i seguenti documenti tutti in lingua italiana:

1. Estratto dell'atto di nascita su carta da bollo da L. 40 debitamente legalizzato, dal quale risulti che il candidato ha, alla data del presente bando, compiuto l'età di 21 anni e non superato quella di anni 35.

Il detto limite di età è elevato di cinque anni:

a) per coloro che abbiano partecipato, nei reparti mobilitati delle Forze armate dello Stato, alle operazioni militari svoltesi nelle Colonie dell'Africa orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936;

b) per coloro che abbiano partecipato nei reparti delle Forze armate dello Stato, ovvero in qualità di militarizzati o assimilati, alle operazioni della guerra 1940-43, e per i combattenti della guerra di liberazione;

c) per i partigiani combattenti nella lotta di liberazione e per i cittadini deportati dal nemico.

Tale limite è poi elevato a 44 anni a norma delle disposizioni in vigore;

d) per i mutilati o invalidi della guerra 1915-18 ovvero per fatti d'arme avvenuti dal 3 ottobre 1935 in Africa orientale e per le operazioni della guerra 1940-43 e della guerra di liberazione, anche se in qualità di assimilati o militarizzati, nonchè per la lotta di liberazione, a favore dei quali siano state liquidate pensioni o assegni privilegiati di guerra, che rientrino nelle prime otto categorie di pensioni.

Sono esclusi da tale beneficio gli invalidi della nona e decima categoria, ad eccezione di quelli contemplati dalle voci da 4 a 10 della categoria nona e da tre a sei della categoria decima della tabella allegato *A*) del decreto luogotenenziale 20 maggio 1917, n. 876, e dalle voci numeri 4, 6, 7, 8, 10 e 11 della tabella *B*) del regio decreto 12 luglio 1923, n. 1491;

e) per gli ex combattenti che abbiano prestato servizio militare durante la guerra 1915-18 e per coloro che si trovino in una delle condizioni di cui alle lettere *a*), *b*), *c*), del presente articolo purchè risultino decorati al valor militare o promossi per merito di guerra;

f) per i capi di famiglia numerosa, di cui all'art. 4 del decreto legislativo luogotenenziale 29 marzo 1945, n. 267.

Tutti i detti limiti debbono riferirsi alla data del presente decreto e sono elevati di

g) due anni per gli aspiranti che siano coniugati alla data in cui scade il termine di presentazione delle domande di partecipazione al concorso di cui al presente decreto;

h) di un altro anno per ogni figlio vivente alla data medesima.

Tutti gli aumenti di limite di età di cui alle lettere da *a*) ad *h*) sono cumulabili tra di loro purchè complessivamente il candidato non superi i 45 anni.

Tutti i predetti limiti massimi di età sono comprensivi dell'aumento di anni cinque previsto dalla legge 3 maggio 1950, n. 223.

Per i concorrenti già colpiti dalle abrogate leggi razziali non viene computato agli effetti dei limiti di età, il periodo di tempo intercorso tra il 5 settembre 1938 e 9 agosto 1944 di cui all'art. 5 del regio decreto 20 gennaio 1944, n. 25, fermo restando per detti concorrenti il limite massimo di età di anni 45 in base all'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 4 gennaio 1945, n. 10.

Le condizioni del limite massimo di età non sono richieste per gli aspiranti che siano impiegati civili di ruolo in servizio dello Stato.

2. Originale o copia autenticata da un notaio di uno dei seguenti diploma di laurea in giurisprudenza, in scienze politiche, in economia e commercio, in scienze economiche e marittime, in scienze applicate alla carriera diplomatica e consolare, in economia e diritto conseguito presso l'Istituto universitario di economia e commercio di Venezia ovvero titoli di studio i quali, in base alle disposizioni legislative vigenti, siano considerati equipollenti alle lauree suddette.

3. Certificato di data non anteriore a tre mesi a quella del presente bando e su carta da bollo da L. 24 rilasciato dal sindaco del Comune di residenza e debitamente legalizzato, dal quale risulti che il candidato è cittadino italiano.

Ai fini del presente decreto sono equiparati ai cittadini dello Stato gli italiani non residenti nel territorio nazionale e coloro per i quali tale equiparazione sia riconosciuta a norma di legge.

4. Stato di famiglia su carta da bollo da L. 24, debitamente legalizzato.

5. Certificato su carta da bollo da L. 24 debitamente legalizzato, di data non anteriore a quella della pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del presente bando, dal quale risulti che il candidato gode dei diritti politici.

6. Certificato generale del casellario giudiziale su carta da bollo da L. 60 di data non anteriore di tre mesi a quella del presente bando, debitamente legalizzata.

Se il candidato sia nato all'estero il certificato sarà rilasciato dall'ufficio del casellario presso la Procura della Repubblica di Roma.

7. Certificato su carta da bollo da L. 24 di buona condotta civile e morale da rilasciarsi dal sindaco dell'ultimo Comune ove il candidato risiede da almeno un anno. In caso di residenza per un tempo minore altro certificato dei sindaci dei Comuni dove il candidato ha avuto precedenti residenze entro l'anno. Tali certificati, debitamente legalizzati, dovranno essere di data non anteriore di tre mesi a quella del presente bando.

8. Certificato medico su carta da bollo da L. 24 in data non anteriore di tre mesi a quella del presente bando, rilasciato da un medico provinciale o militare ovvero dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza, dal quale risulti che il candidato è di sana e robusta costituzione che permetta di affrontare qualsiasi clima e non ha imperfezioni fisiche visibili non derivanti da ragioni di guerra e che siano comunque di impedimento all'esercizio delle funzioni cui aspira.

La firma dell'ufficiale sanitario civile deve essere legalizzata dalle autorità comunali o prefettizie competenti e quelle dei sanitari militari vidimate dall'autorità militare superiore.

L'Amministrazione potrà sottoporre i candidati alla visita di un sanitario di sua fiducia.

9. Documento rilasciato dalla competente autorità militare (L. 40 di bollo sul primo foglio, L. 32 sui successivi) contenente tutti i dati occorrenti a comprovare la precisa posizione militare dell'aspirante, ovvero certificato di esito di leva, o di iscrizione nelle liste di leva.

Qualora l'autorità militare non sia in grado di rilasciare entro il termine previsto il documento di cui sopra, sarà sufficiente presentare una dichiarazione emanante dalla stessa autorità nella quale si attesti che il documento richiesto è in corso di rilascio.

I militari in congedo produrranno copia dello stato di servizio o del foglio matricolare ovvero uno stralcio di detto stato di servizio o del foglio matricolare contenente tutti i dati occorrenti a comprovare la precisa posizione militare dell'aspirante.

Coloro che si trovino in una delle condizioni di cui alle lettere *a*), *b*), *c*), *d*), del n. 1 del presente articolo presenteranno inoltre rispettivamente, la dichiarazione integrativa (L. 24 di bollo) ai sensi del decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137. Ai fini dell'applicazione del regio decreto-legge 8 luglio 1941, n. 868, per quanto concerne i benefici a favore dei combattenti della guerra 1940-43 e della guerra di liberazione, gli aspiranti che abbiano appartenuto o appartengono all'Esercito dovranno produrre la dichiarazione prevista dalla circolare n. 5000 del 1° agosto 1948.

Coloro che abbiano appartenuto o appartengano alla Marina od all'Aeronautica dovranno presentare la dichiarazione prevista dalla circolare n. 27.200/OM del 3 luglio 1948 dello Stato Maggiore della Marina e dalla circolare n. 202.860/Od. 6 dell'8 luglio 1948 dello Stato Maggiore dell'Aeronautica.

Gli appartenenti alle categorie benemerite della lotta di liberazione (mutilati ed invalidi per la lotta di liberazione e partigiani combattenti) dovranno esibire apposita dichiarazione rilasciata dalla Commissione di cui al decreto legislativo luogotenenziale 21 agosto 1945, n. 518, attestante il possesso di tali qualifiche.

La qualifica di reduce dalla deportazione deve risultare da attestazione del prefetto della Provincia nel cui territorio l'interessato ha la sua residenza ai sensi dell'art. 8 del decreto legislativo luogotenenziale 14 febbraio 1946, n. 27.

I reduci dalla prigionia dovranno comprovare la loro qualità in base ai prescritti documenti militari.

I civili assimilati ai prigionieri dovranno presentare i documenti ad essi rilasciati dalle competenti autorità.

I candidati mutilati o invalidi di cui alla lettera *d*) del n. 1 del presente articolo dovranno provare tale loro qualità mediante esibizione del decreto di concessione della relativa pensione o mediante uno dei certificati mod. 69, rilasciati dalla Direzione generale delle pensioni di guerra, ovvero mediante dichiarazione d'invalidità rilasciata dalla competente rappresentanza provinciale dell'Opera nazionale invalidi di guerra vidimata dalla sede centrale dell'Opera stessa, in cui siano indicati anche i documenti in base ai quali è stata riconosciuta la qualità di invalido ai fini della iscrizione nei ruoli provinciali di cui all'art. 3 della legge 21 agosto 1921, n. 1312.

Gli orfani dei caduti e i figli degli invalidi per la guerra 1915-18 o per i fatti d'arme verificatisi dal 3 ottobre 1935 in Africa orientale o rispettivamente dei caduti o degli invalidi anche se assimilati o militarizzati in dipendenza della guerra 1940-43, per la guerra di liberazione o per la lotta di liberazione dovranno dimostrare la loro qualità, i primi mediante certificato su carta da bollo da L. 24 rilasciato dal competente Comitato provinciale dell'Opera nazionale per la protezione ed assistenza agli orfani di guerra, legalizzato dal prefetto, gli altri con esibizione della dichiarazione mod. 69 rilasciata dalla Direzione generale delle pensioni di guerra a nome del padre dell'aspirante, oppure con certificato in carta da bollo da L. 24 del sindaco del Comune di residenza sulla conforme dichiarazione di tre testimoni ed in base alle risultanze anagrafiche e dello stato civile, legalizzato dal prefetto.

Le dichiarazioni di cui al primo e successivi capoversi del presente comma potranno essere prodotte dagli aspiranti fino a dieci giorni prima dell'inizio delle prove orali.

10. Una fotografia (incollata su un foglio di carta da bollo da L. 32) firmata dall'aspirante in modo leggibile sul lato anteriore e debitamente autenticata da un notaio.

Per i certificati del sindaco di Roma e del cancelliere del Tribunale o segretario della Procura della Repubblica di Roma non occorrono legalizzazioni.

I candidati che appartengono ad Amministrazioni statali come impiegati di ruolo e gli ufficiali delle Forze armate in servizio permanente effettivo ed i sottufficiali di carriera possono limitarsi a produrre i documenti di cui ai numeri 2, 8, 9 e 10 del presente articolo insieme con una copia autentica del loro stato di servizio (L. 40 da bollo sul primo foglio, L. 32 sui successivi) di data non anteriore a quella della pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del presente bando, comprovando con apposita attestazione dell'Amministrazione da cui dipendono di non essere stati sottoposti nè di esserlo attualmente a procedimento penale o disciplinare e di avere riportato nell'ultimo quinquennio la qualifica di « distinto » o corrispondente.

Anche detta attestazione dovrà essere di data anteriore a quella della pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del presente bando.

Analogo certificato in carta da bollo da L. 24 in aggiunta a tutti i documenti prescritti dovrà produrre anche il personale civile non di ruolo, comunque denominato, dipendente dalle Amministrazioni dello Stato, anche ad ordinamento autonomo, ed il personale salariato non di ruolo dipendente dalle Amministrazioni stesse, integrato con gli estremi della autorizzazione alla assunzione in servizio straordinario, nonchè con la indicazione del periodo e della natura del servizio prestato.

I requisiti per ottenere l'ammissione al concorso debbono essere posseduti prima della scadenza del termine utile per la presentazione delle domande ad eccezione del requisito della età che gli aspiranti debbono avere alla data del bando, salvo quanto è previsto nei riguardi dei coniugati dall'art. 23 del regio decreto-legge 21 agosto 1937, n. 1542, convertito con modifiche nella legge 3 gennaio 1939, n. 1.

Art. 4.

Le ammissioni dei candidati al concorso saranno stabilite dal Ministro con giudizio insindacabile.

Non sono ammessi al presente concorso, ai sensi dell'articolo 3, comma secondo, del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, coloro che hanno partecipato a due concorsi anteriori senza conseguirvi l'idoneità.

Art. 5.

Il concorso si svolgerà mediante esami, i quali consteranno di cinque prove scritte e di una orale secondo il seguente programma:

Prove scritte:

a) diritto civile e diritto commerciale;

b) economia politica, politica economica e finanziaria, tecnica bancaria e tecnica commerciale (commercio interno, commercio internazionale);

c) tecnica degli scambi e degli accordi commerciali e di pagamento;

d) lingua francese;

e) lingua inglese.

Prova orale:

La prova orale verterà sulle materie oggetto delle prove scritte e sulle seguenti

a) diritto pubblico interno (costituzionale e amministrativo;

b) diritto internazionale;
c) geografia commerciale;
d) elementi di merceologia;
e) legislazione doganale e valutaria;
f) statistica.

Il candidato dovrà dimostrare di avere una larga conoscenza delle lingue estere in cui sosterrà l'esame.

Gli esami scritti saranno tenuti in giorni consecutivi, non compresi quelli festivi.

I candidati hanno quattro ore di tempo per svolgere i temi di lingua e otto per gli altri.

La prova orale dura complessivamente non meno di un'ora.

Le prove scritte di lingue estere consistono in una traduzione dall'italiano senza l'uso del vocabolario.

In aggiunta alla lingua francese e inglese, il candidato può chiedere di essere sottoposto alla prova orale di qualsiasi altra lingua.

I candidati dovranno presentarsi agli esami muniti di carta di identità o di altro documento di identificazione personale.

Art. 6.

Oltre alla notificazione individuale, almeno otto giorni prima dell'inizio degli esami sarà data notizia nella *Gazzetta Ufficiale* del nome e cognome dei candidati ammessi al concorso, nonchè del luogo, del giorno e dell'ora fissati per la prima prova scritta.

Art. 7.

I candidati dichiarati idonei saranno classificati secondo il numero totale dei voti riportati.

In caso di parità di punti si applicano le disposizioni del regio decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176, convertito nella legge 27 dicembre 1934, n. 2125, concernente la graduatoria dei titoli di preferenza per le ammissioni ai pubblici impieghi e successive modificazioni, nonchè quelle del decreto legislativo luogotenenziale 4 agosto 1945, n. 467.

A parità di requisiti la precedenza sarà data al più anziano di età.

La graduatoria dei vincitori sarà approvata con decreto Ministeriale e pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale*.

Il candidato è considerato non idoneo pure nel caso in cui si sia ritirato dopo aver portato a compimento anche una sola prova scritta senza aver conseguito la votazione richiesta per l'ammissione alla prova orale.

Art. 8.

I vincitori del concorso saranno assunti in qualità di assistente addetto commerciale di 3ª classe in prova nel ruolo del personale degli uffici commerciali all'estero e conseguiranno la nomina ad assistente addetto commerciale di 3ª classe se riconosciuti idonei dal Consiglio di amministrazione dopo un periodo di prova non inferiore a sei mesi.

I candidati vincitori del concorso che siano impiegati statali di ruolo e si trovino nelle condizioni di cui all'art. 2, terzo comma, del regio decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 46, potranno conseguire subito la nomina ad assistente addetto commerciale di 3ª classe.

I vincitori del concorso assunti in servizio non potranno essere destinati agli uffici commerciali all'estero se non dopo aver prestato servizio presso l'Amministrazione centrale, tenuto conto dell'eventuale periodo di prova, per un periodo non inferiore a due anni.

Durante almeno la metà di tale periodo, i vincitori del concorso dovranno prestare servizio presso il Ministero del commercio estero onde perfezionare la loro preparazione tecnica ed acquistare una profonda conoscenza di tutti i servizi centrali preposti alle relazioni commerciali con l'estero.

Art. 9.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 12 febbraio 1952

Il Ministro: De Gasperi

Registrato alla Corte dei conti, addì 13 *marzo* 1952
Registro n. 31, *foglio n.* 251

IL MINISTRO PER GLI AFFARI ESTERI

Visto il regio decreto 31 marzo 1941, n. 598;
Visto il decreto legislativo luogotenenziale 5 ottobre 1944, n. 310;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 4 novembre 1951, n. 17;

Decreta:

Il programma delle materie di esame per l'ammissione alla carriera degli uffici commerciali all'estero è stabilito come nell'annessa tabella.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 19 febbraio 1952

Il Ministro: De Gasperi

Registrato alla Corte dei conti, addì 13 *marzo* 1952
Registro n. 31, *foglio n.* 252

Tabella

PROGRAMMA DELLE MATERIE DI ESAME

I. — Diritto civile e diritto commerciale

1. Nozione e fondamento del diritto. Le fonti del diritto privato: legge, consuetudine, principi generali del diritto.

2. Interpretazione delle norme giuridiche. Il diritto soggettivo: classificazione dei diritti, acquisto, modificazione ed estinzione dei diritti soggettivi.

3. Diritto delle persone. La persona fisica. Capacità giuridica e capacità di agire. Gli istituti di protezione della persona fisica. I diritti della personalità.

4. La famiglia. Il matrimonio. Il regime patrimoniale del matrimonio. La filiazione. Il diritto agli alimenti.

5. Diritto delle successioni. Concetto e fondamento della successione per causa di morte. Successione a titolo universale e a titolo particolare. La successione legittima: capacità di succedere e diritto di rappresentazione. Categorie degli eredi legittimi. La successione testamentaria: capacità di testare e di ricevere per testamento. La volontà testamentaria e la sua manifestazione. Invalidità, caducità e revoca del testamento o delle disposizioni testamentarie. L'acquisto dell'eredità e del legato. I rapporti tra coeredi. La divisione.

6. Le donazioni. Concetti e requisiti degli atti di liberalità tra vivi. Revoca delle liberalità. Il contratto di donazione.

7. I diritti reali e la loro classificazione. Le cose: nozioni e classificazioni delle cose. La proprietà. Il possesso. I diritti reali sulla cosa altrui: le servitù, l'usufrutto, l'uso e l'abitazione. L'enfiteusi.

8. Il negozio giuridico. Classificazione dei negozi. Elementi del negozio Formazione e manifestazione della volontà negoziale. L'oggetto, la causa e la forma del negozio. Vicende del negozio: nullità, annullabilità, risoluzione, rescissione. La rappresentanza.

9. Diritto delle obbligazioni. Concetto ed elementi dell'obbligazione. Modificazione soggettiva ed oggettiva del rapporto obbligatorio. L'adempimento dell'obbligazione. I modi di estinzione dell'obbligazione. L'inadempimento e i suoi effetti. Le garanzie dell'obbligazione.

Il contratto in generale. Classificazione dei contratti. I principali tipi di contratti.

10. Contratto di trasporto. Contratto di assicurazione: legislazione in materia di istituti di assicurazione.

11. Contratti bancari e di conto corrente. Legislazione sulle banche e sulle borse.

12. L'impresa e le società. L'imprenditore. Le imprese commerciali. L'azienda. Il contratto di società. Società a base personale. Società a base non personale. Le cooperative e le mutue. Le Società a responsabilità limitata. La Società per azioni: costituzione, organi, rapporti interni, rapporti con terzi. Fusione, trasformazione e liquidazione delle Società.

13. I diritti sui beni immateriali (proprietà industriale, letteraria ed artistica. Marchi, disegni, modelli e brevetti).

14. Titoli di credito: cambiale e assegno bancario. Titoli rappresentativi delle merci.

15. Fallimento. Concordato preventivo. Liquidazione coatta amministrativa.

II. — ECONOMIA POLITICA, POLITICA ECONOMICA E FINANZIARIA, TECNICA BANCARIA E TECNICA COMMERCIALE (COMMERCIO INTERNO, COMMERCIO INTERNAZIONALE).

1. Bisogni. Beni. Utilità. L'equilibrio del consumatore. La domanda. L'offerta. Il costo di produzione. L'impresa. I fattori di produzione. La combinazione dei fattori di produzione. La produttività dell'impresa. L'organizzazione della produzione nelle varie branche di attività: agricoltura, industria, commercio, credito, trasporti. La pubblicità. L'impresa artigianale. L'impresa cooperativa.

2. Il prezzo in regime di concorrenza pura, di concorrenza imperfetta e di concorrenza monopolistica. Il Monopolio. L'equilibrio economico generale. La concentrazione delle imprese. Cartelli (o Consorzi) e Gruppi. Raffronto fra i cartelli e i trusts. Legislazione italiana e straniera in materia di sindacati industriali.

3. Il reddito nazionale. I redditi individuali. Il profitto. La rendita. L'interesse. Il salario. Il mercato del lavoro e l'organizzazione sindacale. La scala mobile dei salari.

4. La moneta. Le funzioni della moneta. Il valore della moneta. Inflazione e deflazione. Il sistema aureo. La moneta inconvertibile. Mercato monetario e mercato finanziario. La speculazione commerciale e finanziaria. Risparmio e investimenti. I criteri direttivi della politica monetaria: stabilità del potere di acquisto della moneta, piena occupazione, politica anti-ciclica, ecc.

5. Varie forme di controllo statale dell'economia. L'impresa pubblica. L'impresa mista. L'impresa socializzata. La partecipazione dei lavoratori agli utili dell'impresa. La sicurezza sociale.

6. Gli scambi con l'estero. I cambi. Il principio della parità dei poteri d'acquisto. I costi comparati. Bilancia commerciale e bilancia dei pagamenti. Il controllo dei cambi. Il Fondo monetario internazionale e la Banca internazionale per la ricostruzione e lo sviluppo.

7. I trattati di commercio. La clausola della Nazione più favorita. I dazi e le tariffe. I premi. L'importazione ed esportazione temporanee. Il dumping. I contingentamenti. Le compensazioni valutarie (clearings) e le compensazioni commerciali. Gli accordi di pagamento. L'intesa generale sulle tariffe e il commercio (G.A.T.T.). L'Unione europea dei pagamenti (E.P.U.). Le Unioni doganali (con particolare riguardo ai problemi sollevati dalla proposta di unione italo-francese). Le zone di libero scambio. Trattamenti preferenziali consentiti. L'integrazione economica europea. La cooperazione economica internazionale (O.E.C.E., E.C.E., M.S.A., N.A.T.O.).

8. L'emigrazione. La politica migratoria dei principali Paesi. L'emigrazione come problema internazionale. Le possibilità dell'emigrazione italiana.

9. Nozioni di scienza delle finanze con particolare riguardo alle ripercussioni sulle relazioni economiche con l'estero. La doppia imposizione.

10. Le operazioni bancarie e l'attività bancaria in generale. Le operazioni attive: lo sconto, l'apertura di credito, gli investimenti in titoli. Le operazioni passive: la raccolta dei depositi. I criteri che regolano la gestione bancaria: la liquidità, la formazione dei tassi attivi e passivi, la gestione cambi, la gestione fidi, la gestione titoli. Il finanziamento del commercio estero in regime di controllo monetario.

11. Organizzazione, ubicazione e dimensione dell'impresa commerciale. La gestione degli acquisti e delle vendite. Le scorte. La pubblicità. I costi di distribuzione nel commercio in grosso e al dettaglio, interno e internazionale. Raccolta, trasporto, immagazzinamento delle merci. Conservazione, alterazione e impiego. Sofisticazioni, surrogazioni e sostituzioni. I prodotti tipici e la loro tutela. L'espansione commerciale mediante creazione di filiali all'estero.

III. — TECNICA DEGLI SCAMBI E DEGLI ACCORDI COMMERCIALI DI PAGAMENTO

Le negoziazioni in cambi, a pronti e a termine, in regime di mercato libero e di mercato controllato. Gli arbitraggi in cambi: cambio diretto e cambio indiretto (*cross-rate*). Le operazioni su merci. Le aperture di credito documentate.

Il regolamento degli scambi commerciali con l'estero: *a*) in valuta libera; *b*) col sistema della compensazione generale (clearing); *c*) col sistema della compensazione privata e con quello di affari globali; *d*) col sistema degli affari di reciprocità; *e*) con le operazioni franco-valuta.

Contingenti (specifici e globali). Liberalizzazioni convenzionate nel quadro O.E.C.E. e liberalizzazioni concesse in via autonoma (importazioni a dogana). Contingenti di salvaguardia.

Merci soggette a controllo all'esportazione e contingenti relativi.

Criteri di ripartizione delle licenze di importazione e di esportazione: garanzie di utilizzo, rinnovo, ecc.

Stagionalità e calendario dei prodotti agricoli.

Accordi commerciali e di pagamento recentemente conclusi dall'Italia.

Le disposizioni tipiche e le modalità di controllo degli accordi di pagamento e degli accordi di compensazione e di pagamento. La tecnica ed il funzionamento degli accordi di compensazione e di pagamento a base multilaterale conclusi fra i Paesi dell'O.E.C.E.

IV — DIRITTO PUBBLICO INTERNO (COSTITUZIONALE E AMMINISTRATIVO)

Principii generali e istituti fondamentali del diritto costituzionale e amministrativo italiano con particolare riguardo agli atti amministrativi, agli organi ed alla giustizia amministrativa.

V — DIRITTO INTERNAZIONALE

A) *Diritto internazionale pubblico.*

1. Caratteri dell'ordinamento giuridico della comunità internazionale. Fonti. Il diritto internazionale e gli ordinamenti interni degli Stati.

2. I soggetti. Attribuzione della personalità internazionale agli Stati. Estinzione degli Stati. Successione di Stati. Unioni internazionali. L'Organizzazione delle Nazioni Unite. Istituzioni specializzate. Il Consiglio d'Europa. Condizioni giuridiche dei soggetti.

3. Organizzazione dei soggetti. Organi dei singoli Stati per le relazioni internazionali. Organi di istituzioni internazionali. Trattamento degli organi di Stati esteri e di istituzioni internazionali.

4. La rappresentanza tra soggetti internazionali. I fatti giuridici. Atti giuridici. Atti unilaterali. Atti collettivi. Accordi. Formazione dei trattati. Riserve. Estinzione dei trattati. Fatti illeciti.

5. Territorio dello Stato: delimitazione, modi di acquisto, perdita. Altomare. Diritti su territorio altrui. Territori in amministrazione fiduciaria.

6. La rilevanza internazionale della cittadinanza. Poteri dello Stato nei confronti dei suoi sudditi. Protezione del cittadino all'estero. Consoli e funzioni consolari.

7. Limitazioni all'attività degli Stati rispetto agli individui nel loro ordinamento interno. La tutela dei diritti dell'uomo. Trattamento degli stranieri: principi di diritto internazionale generale e vari criteri adottati nei trattati di stabilimento.

8. Diritto internazionale concernente le relazioni economiche fra gli Stati. Trattati di commercio e navigazione. Clausola della Nazione più favorita.

9. Diritto internazionale del lavoro. Criteri informatori dei trattati di lavoro e di emigrazione. Convenzioni sulle assicurazioni sociali. Convenzioni internazionali del lavoro adottate dall'O.I.L.

10. Procedimento di soluzione delle controversie internazionali. Arbitrato. Corte internazionale di giustizia.

11. Lo stato di guerra. Norme sull'esercizio della violenza bellica. Trattamento dei sudditi nemici e della proprietà privata nemica. Neutralità. Occupazione bellica.

B) *Diritto internazionale privato.*

Nozioni generali: natura e funzione delle norme di diritto internazionale privato. L'adattamento delle norme straniere richiamate. Limiti al funzionamento delle norme di diritto internazionale privato. Qualificazione dei rapporti giuridici. Persone. Rapporti di famiglia. Successioni. Diritti reali. Obbligazioni. Forme degli atti. Convenzioni relative al diritto internazionale privato.

VI. — GEOGRAFIA COMMERCIALE

Geografia della produzione. Distribuzione geografica dei prodotti agricoli di grande consumo alimentare: cereali, piante da zucchero, da olio e per bevande. Le industrie relative. I prodotti agricoli di grande uso industriale: fibre tessili e caucciù. L'allevamento e i suoi prodotti. Il bosco e la pesca. Distribuzione geografica della produzione dei minerali. I combustibili: carbone e petrolio. I minerali metallici. Le industrie siderurgica e meccanica.

Geografia del commercio e delle comunicazioni. I grandi mercati d'importazione e di esportazione. Le correnti commerciali e il commercio estero dei principali Paesi, con riguardo allo sviluppo e alla consistenza attuale del commercio italiano. Sviluppo delle comunicazioni e condizioni odierne dell'industria e dei trasporti nei diversi Stati. Reti di comunicazioni, terrestri, marittime e aeree.

VII. — ELEMENTI DI MERCEOLOGIA

Merce e mercati. Marchi. Materie prime, prodotti naturali e prodotti artificiali. Combustibili. Carboni, Petroli. Prodotti di elaborazione dei combustibili e dei petroli. Materie prime e prodotti organici. Prodotti alimentari vegetali ed animali. Le industrie agrarie e chimico-agrarie: zuccheri, alcoli, grassi. Materie prime e prodotti metallurgici. L'industria chimica inorganica. Fibre tessili naturali e artificiali. Prodotti sintetici.

VIII. — LEGISLAZIONE DOGANALE E VALUTARIA

1. *Regimi doganali in genere*:

Tariffa generale (autonoma) e tariffa convenzionale. Trattati di commercio e accordi di contingentamento e di pagamenti. Clausole della Nazione più favorita. Tariffe preferenziali, differenziali e dazi di rappresaglia.

2. *Regime doganale italiano*:

Dogane e loro classificazione. Destinazioni doganali e relative operazioni. Diritti di confine e diritti doganali. Zone franche, punti franchi, depositi franchi, magazzini generali e depositi doganali. Contravvenzioni e contrabbando doganali.

IX. — STATISTICA

Il metodo statistico e i suoi procedimenti. Rilevazione dei dati. Serie statistiche. Medie. Indici. Rappresentazioni grafiche. Interpolazione ed extrapolazione. Interpretazione dei risultati. Correlazione. Movimenti tendenziali e ciclici. Fonti statistiche italiane.

X. — LINGUE ESTERE

Per le due lingue estere l'esame scritto consiste in una traduzione dall'italiano, senza l'uso del vocabolario, e l'esame orale in una conversazione con l'esaminatore.

(Di tali lingue il candidato dovrà dimostrare la perfetta conoscenza).

(1241)

PREFETTURA DI MACERATA

Graduatoria generale del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Macerata

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI MACERATA

Visto il decreto prefettizio in data 31 dicembre 1948, numero 41556, Div. San., con il quale è stato bandito il pubblico concorso per titoli ed esami ai posti di veterinario condotto, vacanti nella provincia di Macerata;

Visto il successivo decreto in data 23 marzo 1949, n. 9137, con il quale il termine di scadenza del concorso, di cui sopra, è stato prorogato al 30 aprile 1949;

Visti i verbali delle operazioni compiute dalla Commissione giudicatrice, nominata con decreto dell'Alto Commissario per l'igiene e la sanità pubblica in data 20 gennaio 1951, n. 20441-2/9385;

Visti gli articoli 23 e 55 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281, nonchè il testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria dei candidati risultati idonei nel concorso in premesse specificato:

1. Porfiri dott. Ulderico	punti	118,980	su 150
2. Capotosti dott. Alessandro	»	90,110	»
3. Vannucci dott. Libero	»	82,540	»
4. Quacquarini dott. Primo	»	79,750	»
5. Ciarlantini dott. Adelmo	»	78,060	»
6. Mengoni dott. Riccardo	»	75,910	»
7. Ventura dott. Biagio	»	75,735	»
8. Romagnoli dott. Pietro	»	75,505	»
9. Piscini dott. Romolo	»	74,825	»
10. Cestarelli dott. Oddo	»	73,360	»
11. Campagnoli dott. Delmo	»	71,950	»
12. Bernardini dott. Mario	»	66,115	»
13. Tambella dott. Gildo	»	64,765	»
14. Quadri dott. Alberto	»	62,800	»
15. Ciuffetti dott. Amedeo	»	62,570	»
16. Gualdesi dott. Gaetano	»	60,590	»
17. Taccari dott. Giuseppe	»	59,035	»
18. Sparapani dott. Giorgio	»	56,250	»
19. Aprilesi dott. Alfiero	»	54,410	»

Il presente decreto sarà inserto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e nel Foglio annunzi legali della Provincia, nonchè pubblicato, per otto giorni consecutivi, negli albi di questa Prefettura e dei Comuni interessati.

Macerata, addì 31 gennaio 1952

Il prefetto: CARELLI

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI MACERATA

Visto il proprio decreto n. 9137/A., in data odierna, con il quale è stata approvata la graduatoria dei candidati risultati idonei nel concorso ai posti di veterinario condotto, vacanti nella provincia di Macerata, bandito con decreto prefettizio del 31 dicembre 1948, n. 41556;

Visto l'ordine delle preferenze per le sedi messe a concorso, indicato nelle rispettive domande dai concorrenti compresi nella graduatoria predetta;

Visti gli articoli 23 e 55 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281, nonchè il testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Decreta:

I seguenti candidati. compresi nella graduatoria di cui alle premesse, sono dichiarati vincitori della condotta veterinaria a fianco di ciascuno indicata:

Porfiri dott. Ulderico: Tolentino;
Capotosti dott. Alessandro: Mogliano;
Vannucci dott. Libero: San Severino Marche (2ª condotta di Corsciano);
Quacquarini dott. Primo: Pievetorina Montecavallo (consorzio);
Ciarlantini dott. Adelmo: Gualdo;
Mengoni dott. Riccardo: Montelupone;
Ventura dott. Biagio: Sant'Angelo in Pontano;
Romagnoli dott. Pietro: Pievebovigliana Fiordimonte (consorzio).

Il presente decreto sarà inserto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e nel Foglio annunzi legali della Provincia, nonchè pubblicato, per otto giorni consecutivi, agli albi di questa Prefettura e dei Comuni interessati.

Macerata, addì 31 gennaio 1952

Il prefetto: CARELLI

(1062)

GIOLITTI GIUSEPPE *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C